

C.S.T.N.cgt



## OU SE CACHE NETHYS ?

Nous voilà arrivés à la fin du pacte d'actionnaires conclu entre NETHYS et la S.C.I.C Nice Matin.

Mais qu'en reste-t-il ?

Où cela va t'il nous mener ?

Nethys ne serait-il pas simplement venu pour notre immobilier ?

Difficile de pouvoir se prononcer tant la présence et les soutiens de NETHYS ont été inexistants !

Quelles aides, quels projets, quels développements, quelles innovations NETHYS nous a apportés depuis ces trois ans ?

Quid de ses promesses de synergie, de ses promesses de publicité nationale, de ses produits novateurs que nous pouvions dupliquer et produire ?

Rien de tout ça ! Non absolument rien !

Stéphane Moreau, lors du dernier CA à NM annonce le licenciement de 60 personnes sur 250 à l'Avenir et que pour redresser Nice Matin, il fera pareil.

Entendu, nous allons licencier, mais plus tôt du côté de chez vous messieurs !

Pour autant, un peu d'aide oui nous en avons eu, mais que sur le plan financier, et juste pour nous maintenir en vie. Car aujourd'hui, il semblerait que vous ne soyez plus intéressé pour devenir l'actionnaire majoritaire.

On vous comprend, cela vous coûterait trop cher, clauses de cession des journalistes, moratoires à rembourser avec y compris certaines dettes, investissements, tout cela est bien trop coûteux, trop grand comme projet pour ces quelques 800 salariés et emplois induits !

C'est bien donc là une stratégie mise en place par NETHYS pour nous amener au bord de la rupture et de la sortie, afin de nous obliger à tout accepter !

Mais non, nous n'avons pas cette culture, nous n'accepterons pas n'importe quoi, n'importe qui, nous continuerons à influencer sur les évolutions de notre entreprise, comme sur nos partenaires et investisseurs financiers.

Maintenant si vous avez besoin de nous entendre de vive voix, ou si notre message aurait du mal à trouver son destinataire, nous pourrions très bien venir vous rencontrer dans vos locaux, Nice vous ayants très peu vu ces derniers mois.

Nous devons rester maîtres de nos choix d'évolutions et non les subir.

Le bureau, le 2 décembre 2018